

## La conférence des trois Internationales<sup>1</sup>

[La Conférence des Exécutifs des trois Internationales ouvrières](#) qui s'était réunie à Berlin pour préparer la convocation d'un grand Congrès International de toutes les organisations ouvrières appelées à se dresser contre les desseins des forbans capitalistes rassemblés à Gênes, s'est séparée sans avoir pu se résoudre à convoquer ce congrès.

Au moment où les représentants des Etats capitalistes se réunissent à Gênes pour convenir d'un nouveau pillage européen, le prolétariat international n'a pas même l'énergie nécessaire à une manifestation unanime contre le capitalisme international.

Telle est la première constatation que nous devons faire, avec un profond sentiment de tristesse. En soulignant l'importance, il importe d'établir pourquoi le Congrès mondial des organisations socialistes est impossible. [La résolution commune](#) adoptée par les trois Exécutifs enregistre en ces termes la cause cet échec :

*Les délégués de la 2<sup>e</sup> Internationale déclarent tenir pour impossible la convocation d'une Conférence Internationale au mois d'avril, c'est-à-dire pendant les travaux de la Conférence de Gênes.*

Ainsi les obstacles ne viennent ni de l'I. C., ni de l'Union des Partis socialistes de Vienne, et c'est l'opposition de la 2<sup>e</sup> Internationale qui les crée.

Les mobiles de son attitude nous apparaissent clairement. Cette organisation d'une fraction du prolétariat s'est absolument refusée d'inscrire, parmi les mots d'ordre de la manifestation qui doit suppléer au Congrès mondial, celui de : *A bas la paix de Versailles !*

Comment expliquer ce refus ? Les trois plus grands partis de la 2<sup>e</sup> Internationale sont : le *Labour Party* anglais, le Parti ouvrier belge et le Parti social-démocrate d'Allemagne. Nul ne doute de l'hostilité de ce dernier vis-à-vis de la paix de Versailles, qui n'est pas seulement un nœud coulant autour du cou du prolétariat allemand, mais constitue aussi une menace toujours suspendue sur la tête du gouvernement du Reich auquel participe la social-démocratie. Celle-ci manifesterait donc volontiers contre la paix de Versailles. Mais le *Labour Party* et le Parti ouvrier belge ne le lui permettent point, par égard pour les gouvernements de l'Entente — et de l'Allemagne. Accablé sous le faix de la paix de Versailles, le gouvernement allemand ne doit pas même y faire allusion à la Conférence de Gênes. Et de même qu'il se contente des promesses murmurées tout bas par l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, M. [d'Abernon](#), La social-démocratie se console dès que M. [Vandervelde](#), signataire, en qualité de ministre belge, de la paix de Versailles, paraît envisager la possibilité d'une révision du traité.

N'osant combattre l'ancien traité de Versailles, la social-démocratie allemande ne peut pas non plus se déclarer dès le début hostile à la nouvelle paix de brigandage que l'on prépare à Gênes.

Tous les efforts de la social-démocratie allemande ont, pour cette raison, tendu à l'ajournement de la grande Conférence ouvrière internationale. A aucun prix, celle-ci ne devait se réunir pendant les négociations de Gênes. Peut-être en été, disait-on. Tous les autres motifs invoqués pour justifier l'ajournement ne sont que des subterfuges. Lorsque la question du traité de Versailles fut posée devant les trois Exécutifs, les représentants de la 2<sup>e</sup> Internationale déclarèrent, sous forme d'ultimatum, qu'ils quitteraient la conférence si on abordait cette question. Ajoutons qu'ils ne répétèrent cette menace à propos d'aucune autre question.

Sans doute, les délégués de la 2<sup>e</sup> Internationale avaient aussi d'autres raisons de s'opposer à la prochaine réunion d'un Congrès mondial. Mais ce n'étaient certainement pas celles qu'ils donnèrent. Qui croira, par exemple, qu'un [Wels](#) s'y opposa par indignation des poursuites décidées en Russie révolutionnaire contre les socialistes-révolutionnaires ou de l'occupation de la Géorgie, à l'invasion de laquelle par les troupes, allemandes, en 1918, il ne trouva rien à objecter ? Chacun sait, par contre, que la social-démocratie s'est obstinément refusée jusqu'ici, dans toutes les luttes économiques et fiscales, à s'asseoir à la même table que les communistes et à agir de concert avec ceux-ci pour diminuer les charges qui menacent d'écraser le prolétariat allemand. La peur de devoir déduire chez eux les conséquences logiques de l'unité du front international détermina aussi les social-démocrates allemands à souhaiter l'échec des discussions de Berlin. Les représentants du *Labour Party*, de leur côté, ne dissimulèrent point qu'ils redoutent le front uni avec les communistes, ceux-ci pouvant, au cours des grands conflits économiques, prendre pied dans les syndicats et y troubler, à la faveur de l'unité d'action internationale, la politique de la bureaucratie syndicale.

Le souci des intérêts capitalistes internationaux des pays victorieux, le souci de leur propre collaboration avec la bourgeoisie, le désir de reculer devant l'offensive patronale, l'appréhension que cette politique ne soit troublée par l'unité du front international, tels sont les motifs réels qui ont poussé la 2<sup>e</sup> Internationale à faire échouer la Conférence de Berlin.

La 2<sup>e</sup> Internationale a donc réussi à empêcher la convocation immédiate d'une assemblée prolétarienne internationale, mais — et c'est là le second résultat de la Conférence de Berlin — elle n'a pas réussi à réprimer les commencements, si timides qu'ils soient, de l'unité de front. Elle a dû donner son assentiment à la constitution d'un comité composé des représentants des trois Exécutifs et dont la tâche sera de préparer la convocation d'un Congrès

<sup>1</sup> Source : numéro 19 du *Bulletin communiste* (troisième année), 4 mai 1922.

mondial et d'organiser, s'il y a lieu, des conférences préalables. Elle a dû consentir à l'organisation, au cours du mois d'avril, de grandes manifestations internationales contre l'offensive capitaliste, contre la politique de brigandage des puissances à Gênes, pour la reconnaissance de la Russie des Soviets, contre l'étranglement de l'Allemagne par les réparations.

Assurément, ce n'est pas grand'chose. Mais ce résultat minime n'a pu être obtenu que grâce au bloc spontanément formé de l'Internationale Communiste et de celle de Vienne. Le [Vorwärts](#) a écrit à ce sujet, avec sa grossièreté coutumière, que la 2<sup>e</sup> Internationale considérait la déclaration commune de Vienne et de Moscou comme une marque de déférence de Moscou envers Vienne. Sans doute, la 2<sup>e</sup> Internationale fera-t-elle à l'avenir, comme elle l'a déjà fait à Berlin, tout ce qu'elle pourra pour saboter les efforts résultant de l'impulsion donnée par la Conférence des trois Exécutifs. Celle-ci a néanmoins montré que le sabotage de la 2<sup>e</sup> Internationale doit échouer infailliblement à la longue, pourvu que l'I. C. et que l'Union de Vienne défendent avec sincérité l'unité de front. Ce n'est évidemment pas parce que les Internationales de Vienne et de Moscou imposeront dans leurs votes leur majorité : c'est parce qu'elles expriment les aspirations du prolétariat.

L'I. C. avait à dessein renoncé à inviter la Conférence de Berlin à adopter des résolutions grandiloquentes. L'I. C. se rend compte que les promesses les plus retentissantes de la 2<sup>e</sup> internationale ne valent pas le papier sur lequel on les écrit. Aussi n'en sera-t-il pas question ; il s'agit de la pression que les masses ouvrières exerceront sur l'Internationale de Londres et qui sera nécessairement de plus en plus pressante dans toutes les questions touchant aux intérêts immédiats de la classe ouvrière.

C'est à dessein aussi que l'I. C. s'est abstenue de reprocher à la 2<sup>e</sup> Internationale les crimes dont elle s'est rendue coupable, pendant et depuis la guerre. Mais lorsque la 2<sup>e</sup> Internationale entreprit de se créer des positions en attaquant l'I. C., notre délégation passa à une contre-attaque qui suffit à refouler l'adversaire assez loin pour qu'il n'osât plus provoquer un échec complet de la Conférence des trois Exécutifs.

La réserve de la délégation communiste sera probablement considérée par beaucoup de camarades comme une reculade. Nous ne l'ignorions point. Mais nous, nous disions : « Nous représentons le prolétariat militant qui ne peut vaincre sans unir tous les efforts pour la défense de ses intérêts les plus urgents ». Le prolétariat ne se ralliera pas autour de ceux qui feront le plus grand bruit à propos de choses passées ou à propos des revendications présentes. Il se groupera autour de ceux qui exprimeront avec le plus d'énergie sa volonté d'action unitaire. Il jugera les partis selon les actes et non selon les mots. C'est pourquoi notre réserve et notre modération rendirent notre attaque contre la 2<sup>e</sup> Internationale particulièrement redoutable.

Nous avons montré que nous ne concevons pas le front uni comme la manifestation d'un jour, mais comme une action prolongée : et plus nous serons calmes et réfléchis, mieux nous montrerons notre volonté véritable au prolétariat, et plus vaines seront les tentatives de la 2<sup>e</sup> Internationale pour saboter le front uni, qui est le mot d'ordre de l'Internationale Communiste dans la situation historique actuelle.

Nous nous sommes déclarés disposés à nous associer même à ceux qui ont, pendant huit longues années, abandonné les intérêts du prolétariat. En persévérant fermement dans cette attitude, nous réussirons à former le front uni même contre la 2<sup>e</sup> Internationale, si elle s'obstine à le saboter.

Tels sont les résultats de la Conférence de Berlin.

En nous assignant pour but la réalisation du front uni de la classe ouvrière, nous savions que cette idée ne vaincrait ni en une heure, ni en un jour, ni en un mois. En lançant l'idée d'un Congrès international, nous voulions ouvrir la voie vers la réalisation du front uni international. Cette voie s'avère momentanément impraticable. Mais l'idée de l'unité de front est déjà si forte que la 2<sup>e</sup> Internationale, qui la repoussait avec dédain en 1921, lorsque le Parti Communiste allemand l'énonçait pour la première fois dans sa *Lettre ouverte* aux autres partis ouvriers, ne peut plus se livrer contre elle qu'à un travail sournois de sabotage.

L'idée du front uni commence à s'imposer et s'imposera.

Cette certitude, la Conférence de Berlin l'a confirmée, en dépit des maigres résultats acquis, dans l'esprit de tous les délégués communistes. Et nous n'attachons pas une mince importance au progrès de cette idée, ainsi mise à l'épreuve chez les représentants des différentes tendances de l'I. C. L'expérience qui vient d'être faite fera plus pour convaincre certains camarades de l'excellence de cette tactique que les plus longues discussions. Constatons-le, pour finir : la déclaration de la délégation communiste a été acceptée et signée par l'unanimité de nos représentants.